

CONSTRUIRE LES CHEMINS DE L'ÉMANCIPATION



Thomas Englert
Secrétaire fédéral du MOC Bruxelles

L'après 26 mai est un électrochoc. La montée de l'extrême droite doit nous interroger en tant que mouvement ouvrier. Ce vote est inscrit dans les dominations capitaliste, sexiste et raciste de notre société. Il est aussi la conséquence de choix politiques, en particulier, mais pas uniquement, du gouvernement MR-NVA. Le caractère européen, voire mondial (voir Chou n°106), de la montée de partis d'extrême droite indique qu'une explication « flamande » ou « même belge » — l'abstention est très importante en Belgique francophone — raterait des éléments importants. Ce numéro sur l'Europe devrait donc permettre certains éclairages.

L'Europe sociale que les syndicats souhaitent mène un combat inégal face à l'influence de milliers de lobbyistes. Leur Europe basée sur l'austérité et les privatisations est synonyme d'inégalités et de précarité, en particulier pour les femmes. Redisons-le : l'Europe a trop souvent été la justification de mesures antisociales imposées en dépit des choix démocratiques des populations. A toute critique, nos dirigeants ont opposé le fameux « There Is No Alternative » (TINA). Ce slogan sert surtout à éviter tout vrai débat sur la répartition des richesses, l'organisation économique et sociale, le droit à la santé, au logement... En dépolitisant, on nous a retiré notre pouvoir de décider.

En même temps, la rhétorique de la « crise des réfugiés » — pourtant démentie par tous les chiffres — a amplifié la peur. Les milliers de morts en Méditerranée banalisent l'horreur et déshumanisent « l'autre ». De plus, la stigmatisation « des musulmans » au nom de la « guerre contre le terrorisme » a produit un discours sur des citoyens 'pas vraiment européens', qui seraient en réalité des ennemis de « notre société ». Ces politiques s'appuient sur

le racisme et le banalisent, et elles n'ont pas été le fait de la seule extrême droite !

La rhétorique de l'extrême droite se situe dans ce champ politique dont les paramètres ont été définis depuis des décennies. Le message du Vlaams Belang c'est qu'il faut choisir entre une bonne pension où les migrant.e.s vu.e.s au travers des tweets de Francken. Enfermés dans la cage du TINA, le racisme est la justification pour « se nourrir » aux dépens de « l'autre ».

On sait pourtant que l'extrême droite n'est pas porteuse de progrès social : les politiques menées par les partis d'extrême droite là où ils sont au pouvoir (voir Chou n°106), la démission des élues Vlaams Belang, les voix critiques menacées de mort en Flandre, ... tout cela le montre. On ne fait pas la morale face à un vote de droite extrême ou d'extrême droite. Il faut combattre le racisme et le patriarcat sans concessions. Notre compréhension du monde se fonde sur les rapports économiques capitalistes entre les travailleur.euse.s¹ et celles et ceux qui exploitent le travail des autres. Re-politiser l'organisation économique et la répartition des richesses, c'est reconstruire le contrôle démocratique des premiers, notre contrôle démocratique, sur la société.

Comme mouvement ouvrier, notre rôle est de construire l'alternative à l'exploitation et au racisme en construisant les moyens de la réaliser. Il ne suffit pas de montrer la cage, il faut construire le chemin pour en sortir : construire, animer et soutenir des luttes collectives et démocratiques porteuses de revendications radicales et réalistes à la hauteur des besoins.

¹ Tous ceux et celles qui vivent de leur force de travail, avec ou sans emploi, avec ou sans papiers, aux études, malades ou pensionnés,...



LA LUTTE DES TRAVAILLEUR.EUSE.S DE RYANAIR UN EXEMPLE DE LUTTE EUROPÉENNE POUR LE MOUVEMENT OUVRIER !



Par Pietro Tosi,
MOC Bruxelles

Les travailleurs de Ryanair ont réussi à faire reculer la plus grande multinationale européenne du transport aérien. En s'unissant et en tenant bon, les travailleurs ont montré que la mise en place d'un plan d'action syndical européen est possible et efficace. En effet, c'est la bonne nouvelle du début de ce mois de juin : la CNE annonce que les syndicats ont négocié une hausse des salaires du personnel de cabine de Ryanair basé en Belgique.

Fin octobre 2018, Ryanair a dû accepter d'appliquer intégralement la loi belge pour tous ses employés basés à Charleroi et à Zaventem. Par la suite, elle a aussi dû reconnaître les organisations syndicales. Ces victoires sont le résultat d'actions au niveau européen qui ont paralysé la compagnie irlandaise. En effet, ce n'est qu'après plusieurs grèves de ses pilotes et de son personnel de cabine, que Ryanair a dû accepter d'ouvrir des négociations avec les syndicats.

Pour Ryanair, c'est en tout cas un peu la fin d'une époque. Dans les derniers résultats annuels de son exercice décalé 2018-2019, son bénéfice a chuté de 30%, de 1,45 milliard à 1,02 milliard d'euros. Lors du dernier exercice, les revenus de Ryanair étaient encore en hausse de 7%¹. Ces profits records étaient (et continuent d'être) faits sur les dos des pilotes et du personnel de cabine. Une multitude de statuts existent dans l'entreprise : dans le système des « contrats 0 heure » par exemple, le personnel n'est payé que lorsque l'avion est en vol. Retard ? Nettoyage de l'appareil entre deux vols ? Pas de salaire. Presque 70% des pilotes travaillent sous statut d'indépendant. Parmi le personnel de cabine, qui doit essentiellement vendre des marchandises en vol, il s'agit surtout de contrats d'intérim, avec encore moins de sécurité et de protection. Des journées de travail trop longues mettent aussi en danger la sécurité des voyageurs. Le personnel, tant les pilotes que le personnel de cabine, en a marre des conditions de travail, de la pression extrêmement élevée et de la flexibilité.

Pour la CNE, ces négociations ont permis des avancées sociales considérables. « Fin janvier 2019, les pilotes ont obtenu un accord sur les rémunérations et les horaires. Fin février 2019, le

personnel de cabine qui opérait via des agences d'intérim (une large majorité des stewards et hôtesse sur les vols) a été intégré à la société Ryanair. Le personnel de cabine le moins payé verra son salaire augmenter de 25%, de quoi atteindre le minimum légal en Belgique dans le secteur de l'aviation. [...] Le reste du personnel de cabine voit également ses salaires augmenter, avec une hausse en moyenne de 8% », détaille encore la CNE³.

Didier Lebbe, secrétaire permanent du syndicat des employés CNE à Bruxelles est engagé depuis des années au côté du personnel de Ryanair. Dans une série d'interviews⁴, le permanent CNE explique comment a pris place le processus de mobilisation :

« L'organisation a commencé en dehors des structures syndicales traditionnelles, qui étaient clairement un frein à l'organisation d'une action collective. La CNE a décidé de rencontrer d'autres syndicalistes directement sur place, d'abord en Roumanie puis au Portugal. On organisait des meetings dans les aéroports de manière informelle. Très vite, on a décidé de contacter les italiens et les espagnols qui nous ont suivis. L'enjeu européen était très important.

La première étape était de convaincre les travailleurs de surmonter la peur qui régnait dans l'entreprise. Encore début juillet 2018, Ryanair était une entreprise où vivait la terreur. Sans culture syndicale, il fallait convaincre les travailleurs qu'une grève était possible. Au début, on a organisé des séances d'information pour répondre aux questions des travailleur.euse.s et rentrer en contact avec elles/eux. On a mis en place une grille de réponses et on a édité un guide pour expliquer que le droit de grève était défendable aussi au sein d'une multinationale comme Ryanair. Au début, on se faisait engueuler par les travailleur.euse.s, on était vu.e.s comme un danger. On n'a pas balayé leurs questions mais nous y avons répondu systématiquement.

C'était un long travail, mais on est parvenu à briser la peur ! Avec quelques travailleur.euse.s plus impliqué.e.s, on a mis en place des revendications et on a réfléchi à comment on pouvait



¹ <https://www.lecho.be/entreprises/aviation/le-personnel-de-cabine-belge-de-ryanair-approuve-le-protocole-d-accord-sur-les-salaires/10132910.html>

² ibidem

³ <https://www.lecho.be/entreprises/aviation/accord-entre-syndicalistes-belges-et-ryanair/10129543.html>

⁴ <https://youtu.be/tv2GeTIDxBk>
<https://youtu.be/rQ1MJlmsJnA>
<https://youtu.be/l-Jz1C6CvWA>

faire respecter les législations nationales. C'était la première demande du mouvement.

C'est à ce moment-là, une fois que les travailleurs ont commencé à bouger, que les structures syndicales se sont intéressées et ont commencé à soutenir le mouvement.

Les travailleur.euse.s étaient soumis.es à des conditions inacceptables, avec en permanence des chantages par la direction, mais ils ont trouvé la confiance de se mettre en action. Aujourd'hui, les travailleurs ont pris cette confiance ! L'objectif était de faire respecter le droit du travail chez Ryanair, mais pour cela il fallait construire un rapport de forces.

Ce dernier devait forcément se construire au niveau européen: Belgique, Portugal, Roumanie, Espagne, Italie, puis les Pays-Bas et l'Allemagne. La solidarité entre le personnel de cabine et les pilotes a été un élément important pour réussir la grève. En effet, il fallait empêcher la direction de diviser les travailleurs

et garder l'unité des revendications. Ces deux facteurs ont été les clés de la réussite de cette action.

Pourtant, rien n'est encore acquis. Pour exploiter au maximum ses travailleurs, Ryanair travaille avec des sous-traitants. Ces travailleur.euse.s-là sont exclus de l'accord. Quand les syndicats poursuivront les négociations autour des conditions de travail, on ne devra pas les oublier. Cette leçon, le personnel de Ryanair l'a déjà apprise. Ils savent que l'on ne peut arracher des améliorations qu'en mettant la pression et en étant uni.e.s. De futures actions doivent faire naître la possibilité d'obtenir un meilleur accord pour tou.te.s les travailleur.euse.s de Ryanair.

Même si ce n'est pas terminé, cette victoire est historique à tous points de vue. Dans toute l'Europe, il est clair désormais qu'on peut gagner même contre un géant antisyndical comme Ryanair. Grâce à un mouvement de uni et européen, on peut aller loin. Les travailleurs de Ryanair ont découvert, engagé et pleinement utilisé leur force collective. A nous de nous inspirer de leur exemple pour conquérir de nouvelles victoires !





L'EUROPE FÉMINISTE FACE À L'EUROPE DE LA CRISE.



Valeria Lucera,
Vie Féminine Bruxelles



Depuis la crise de 2008, les mesures d'austérité imposées dans les pays de l'Union européenne ont en réalité attaqué, prioritairement voire doublement, les femmes et en particulier les femmes des classes populaires. Les politiques de privatisation, de coupes budgétaires, la déstructuration du marché du travail et du système de sécurité sociale sabrent les droits sociaux des femmes, accentuent les inégalités de genre et la pauvreté des femmes, durcissent leurs conditions de vie et font reculer les acquis féministes. Dans les pays méditerranéens comme la Grèce, l'Espagne et l'Italie cette attaque est très visible.

Les restrictions des dépenses publiques voulues par le pacte de stabilité ont creusé une image de l'Europe de la crise toute au féminin, notamment dans les secteurs de la santé publique, de la petite enfance, de l'éducation, des soins aux personnes âgées, des politiques familiales, de l'emploi public ou encore du secteur associatif, en particulier les des plannings familiaux ou les centres d'hébergement pour les femmes.

D'une part, en effet, dans ces secteurs les femmes représentent la force de travail principale. Selon une étude menée par le Parlement européen elles représentent 70%¹ des employé.e.s du secteur public et des services sociaux. Elles ont donc subi des licenciements importants dans des emplois déjà très largement dévalorisés et dévalorisants ainsi que peu stables. 33%² du PIB des pays membres de l'OCDE correspond au travail domestique, entrepris par les femmes pour échapper à la crise. Dans les données officielles il n'y a évidemment aucune trace du travail domestique informel et non rémunéré des femmes.

D'autre part, par voie de conséquence, en tant que premières bénéficiaires des services publics, elles ont dû porter une charge plus importante de la vie familiale et elles se sont appauvries. Parmi les femmes les plus touchées nous retrouvons bien évi-

demment les femmes en charge d'une famille monoparentale et les femmes d'origine étrangère qui font partie de la chaîne mondiale du travail du care. Dans les pays de l'UE, 23%³ des citoyen.ne.s risquent la pauvreté, et sont en majorité des femmes.

Dans ce contexte, les discours machistes portés par les partis d'extrême-droite ont intensifié et rendu nécessaire l'importance des combats féministes. La montée de ces partis remet en cause les avancées des femmes comme on le constate pour le droit à l'avortement. De plus, ces partis utilisent l'alibi de la « protection de nos femmes » à des fins racistes contre les immigré.e.s et pour encourager la fermeture des frontières.

Pour citer quelques exemples, **en Pologne** les femmes ont mené un combat très important pour le droit à l'avortement, remis en cause par le parti ultraconservateur Droit et Justice. **En Espagne**, elles ont manifesté par milliers contre les déclarations du parti Vox, qui vise l'abrogation de la loi contre les violences masculines et qui prône la suppression des « organismes féministes radicaux subventionnés ». **En Italie**, une mobilisation importante a vu le jour contre le décret Pillon, ministre de la Ligue du Nord, qui porte sur la réforme du divorce et de la garde des enfants.

Le 8 mars 2019 partout dans le monde et en Europe les femmes ont envahi les rues. Inspirées par le mouvement argentin «Ni una menos», **en Espagne** les femmes se sont révoltées contre les violences masculines, les inégalités salariales et la précarité. On parle de 6 millions de grévistes. **En France**, à 15h40, heure à laquelle les femmes travaillent gratuitement chaque jour, elles ont arrêté de travailler pour manifester dans l'espace public. Le lendemain, elles étaient à la tête de la manifestation des gilets jaunes. **En Italie**, les femmes ont manifesté contre les féminicides,



¹ Les répercussions de la crise économique sur l'égalité entre les hommes et les femmes et les droits des femmes, Résolution du Parlement européen du 12 mars 2013, p.4

² Ibidem

³ Ibidem



QUAND LES FEMMES S'ARRÊTENT LE MONDE S'ARRÊTE!

Ce 8 mars 2019, journée internationale de lutte pour les droits des femmes, nous appelons à la grève.

- Stop à la violence économique et à la précarité des travailleuses à temps partiel - 78,9% des temps partiels sont occupés par des femmes, 90% sont non choisis
- Des temps partiels avec un salaire au minimum au-dessus du seuil de pauvreté : 1.115€ net par mois pour une isolée
- Réduction collective du temps de travail sans perte de salaire
- Écart salarial 0%
- Pension minimum à 1.500€
- Reconnaissance des métiers pénibles exercés par les femmes
- Une fin de carrière en douceur à partir de 55 ans
- Des équipements collectifs en suffisance et accessibles
- Dépénalisation de l'avortement
- Libre circulation des migrantes
- Stop aux violences
- Stop aux préjugés sexistes

Les femmes participent à tous les aspects de la vie, c'est pourquoi cette grève va plus loin que le travail salarié et touche également au travail domestique, au soin aux autres, à la consommation et aux études. Lapons donc un message fort à la société : "si les femmes s'arrêtent, le monde s'arrête".

GRÈVE DES FEMMES LE 8 MARS 2019

Rassemblement à 14h
Place de l'Europe à Bruxelles



En collaboration avec le Collectif.e.f 8 maars



Journée internationale des Droits des Femmes

les mesures d'austérité qui précarisent d'avantage les femmes et les lois racistes du gouvernement Salvini.

En Belgique également, le 8 mars de cette année est entré dans l'histoire grâce à la première grève du travail salarié et reproductif des femmes porté par le Collectif 8 mars et appuyé Par plusieurs organisations et syndicats. Une mobilisation qui a rendu tangible le slogan de cette grève : « *Quand les femmes s'arrêtent le monde s'arrête* ». Elles étaient 10.000 à arpenter les rues de Bruxelles et d'autres villes belges ont également connu d'importants rassemblements.

Pour bien raconter cette journée, nous avons décidé d'interviewer une jeune femme espagnole du Collectif 8 mars, Marina.

Quelle est ton impression du processus qui a porté à la journée de grève du 8 mars en Belgique ?

Depuis le début nous avons essayé de créer un cadre où chacune puisse participer selon son temps et ses envies. Au travers des méthodes d'intelligence collective, nous avons réfléchi à la structure que nous voulions donner au Collectif et à la grève pour mobiliser le plus de femmes possible. Nous nous

sommes divisées en commissions : mobilisation, communication, revendications, finances. Et nous avons également réfléchi à la manière d'activer d'autres femmes dans d'autres villes en Belgique. Nous avons listé et contacté des associations de femmes partout en Belgique. Certaines ont rejoint nos AG et des actions ont vu le jour à Liège, à Gand, à Mons et à Anvers. C'étaient des assemblées très suivies avec des profils de femmes différentes. Nous avons essayé de mettre ensemble ce que nous unissait et pas ce qui nous divisait. **Y-a-t-il des liens entre la communauté espagnole et le Collectif 8 mars ?**

Bien sûr ! On s'est retrouvées à plusieurs hispanophones. Le fait qu'il y a eu cette énorme mobilisation en Espagne et en Amérique latine depuis quelques années nous a poussées à vouloir agir où nous sommes, ici et maintenant. Il y avait aussi des militantes espagnoles qui se trouvaient ici à Bruxelles en raison du travail, et qui nous ont aidées à construire la grève ; nous avons échangé avec elles autour des pratiques d'action. Une commission internationale est née pour faire les liens avec les autres mouvements des femmes en Europe et dans le monde. C'était encourageant de se dire qu'on allait rejoindre un appel à la grève qui était international ! On se sentait partie prenante de quelque chose de plus grand !

Quelles sont les différences entre les mobilisations belge et espagnole que tu as pu remarquer ?

Tout d'abord, pour la Belgique c'était la première grève, donc évidemment nous n'avons pas eu l'impact que les femmes ont eu en Espagne avec cette année 6 millions de grévistes. Même si ce qu'on a réussi à faire est déjà énorme ! En Espagne, la première grève a été le fruit de 5 ans de préparation et de mobilisation. Le mouvement féministe en Espagne est moins institutionnel qu'ici en Belgique. Les associations des femmes sont nombreuses et font un vrai travail de terrain. De plus, il y a eu le cas de la manada (« la meute »), qui a provoqué une réaction significative. La manada c'est le nom pour un viol collectif d'une femme par quatre hommes qui n'ont pas été condamnés. Cet épisode et le mouvement Me too ont fait réagir de nombreuses femmes. Dès qu'il y a un féminicide, partout les femmes descendent dans la rue et se rassemblent devant les mairies des villages à midi du jour d'après. C'est devenu automatique et ça a créé un terrain fertile pour la mobilisation.

De plus, je pense qu'en Espagne nous avons une culture de la mobilisation populaire, historiquement parlant. Par exemple, dans les dernières années et avec la crise, d'autres mobilisations massives se sont mises en place. Comme celle des Indignados, ou encore celle pour le droit au logement suite à la crise économique.



METTRE FIN À L'EUROPE DES MURS



Mamadou Bah,
militant du comité des travailleur.euse.s migrant.e.s
de la CSC Bruxelles

Introduction

La migration étant un phénomène naturel, tout être humain doit jouir du droit de circuler sans se justifier, ni être inquiété. Malheureusement, trente ans après la chute du mur de Berlin, l'Europe a reproduit au cours de la dernière décennie, la pratique soviétique honteuse qu'elle avait condamnée à l'époque, c'est-à-dire : les murs comme marqueur de différence, « le nous et le eux ». Mais si barricadée soit-elle, l'Europe ne sera jamais « hermétique » !

Contexte

L'UE, dans son acharnement institutionnel visant à protéger ses frontières extérieures et garantir la sécurité intérieure, proposait en 2018 de tripler le budget alloué à Frontex (agence européenne de gardes-frontières et de garde-côtes), à hauteur de presque 35 milliards pour la période de 2021-2027.

En se centrant sur la problématique des frontières, l'Europe se focalise sur les dérivés plutôt que sur le cœur du problème, c'est-à-dire qu'un trop grand nombre de populations d'Afrique se sentent obligées de migrer. En effet, ces populations sont poussées par la violence des politiques néo-libérales, portées par ceux-là mêmes qui érigent ses clôtures, au détriment de la logique émancipatrice qui se veut pourtant universelle.

Depuis quelques années, face au constat de l'OIM (Organisation internationale pour les migrations) que la Mer Égée et la mer Méditerranée sont devenues la frontière la plus meurtrière de migrants au monde, l'UE fuit ses responsabilités au lieu de mettre en œuvre une politique migratoire européenne efficace, humaine et sûre. En effet, en 2015, lors du sommet de La Valette qui regroupait les chefs d'État et de Gouvernement européens et africains, l'UE a lancé un plan de sous-traitance de sa politique migratoire. Celui-ci consistait à faire « collaborer » les pays du Sud, sous la forme d'un chantage, pour qu'ils acceptent d'accueillir les migrants sans titre de séjour, refoulés de force par les pays européens.

C'était une des conditions imposées par l'UE pour poursuivre sa coopération avec le continent sur les plans économique, commercial et d'aide au développement. Un autre accord avait été signé avec la Turquie en 2016, sous forme d'un pacte migratoire, qui, malgré son coût exorbitant pour l'UE, avait comme

contrepartie implicite, de garder le silence sur les violations quotidiennes des droits humains dans le pays.

Comme une pathologie, l'idéologie sécuritaire et la volonté de stopper à tout prix l'immigration clandestine à la source, ont poussé l'UE, par la voix de sa chargée des affaires étrangères (Federica Mogherini), à lancer un plan dont l'objectif était de « déplacer » le contrôle de sa frontière vers l'Afrique subsaharienne.

Le Niger, à l'instar de la Turquie, considéré par l'UE comme le laboratoire et principal point de passage au Sahel, de par sa situation géographique, pour entrer en Europe, a été contraint par le chantage d'être l'État tampon de l'UE et de collaborer avec Frontex pour le contrôle à la source. Des instructeurs de Frontex ont été dépêchés sur place pour former et équiper les militaires et les policiers nigériens sur les techniques de détection d'un ou des individus en chemin pour l'Europe. Cette autorisation ouvrait la porte aux pires abus de la police et l'armée, et à une traque basée sur les contrôles au faciès.

Cette externalisation de la frontière européenne jusqu'au Niger a en plus un effet au niveau de la région, car elle viole le droit des personnes à se déplacer librement au sein de l'Afrique de l'Ouest, consacrés par le traité de la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) pour la libre circulation des personnes et des biens, signé en 1979 à Dakar.

Inefficacité et échec de la fermeture des frontières dans tous ses aspects

L'idéologie des frontières qui est vendue ces derniers temps par l'élite européenne comme la seule alternative pour étouffer la migration clandestine, montre malheureusement ses effets néfastes, face à des personnes fuyant un danger, une guerre, une famine ou qui cherchent une vie meilleure, notamment la possibilité d'entreprendre des études (comme le destin tragique de Yaguine et Fodé l'a tristement rappelé). Cette politique, faisant écho à l'expérience américaine (clôture entre l'Amérique et le Mexique), est inefficace et contre-productive. Elle porte fortement atteinte aux droits fondamentaux et aux traités internationaux dont l'Europe est signataire. Elle nourrit, entretient le trafic des êtres humains et est à l'origine de milliers de morts dans la Méditerranée.



¹ Le 28 juillet 1999, Yaguine Koita, 15 ans, et Fodé Tounkara, 14 ans, perdaient la vie dans le train d'atterrissage du vol 520 de la compagnie Sabena, qui assurait la liaison Conakry-Bruxelles.



En outre, ces dernières années, la prétendue « crise migratoire » a créé des vifs débats et provoqué des tensions sur notre continent. Elle a servi de support à l'extrême-droite européenne dans sa construction du discours anti-migrants et a imposé, avec des arguments très pauvres en contenu, son agenda qui prône la fermeture des frontières comme la seule alternative qui permettra aux citoyens européens de retrouver leur pouvoir d'achat, de conserver leurs droits sociaux... Cette démarche insidieuse se traduit entre autres par une intoxication de l'opinion publique, visant à convaincre les couches sociales victimes du système que tous leurs maux viennent de l'afflux d'étrangers dans leur pays. Par exemple, la carte blanche de Bart De Wever du 24 janvier 2018, qui disait : « La gauche doit choisir entre les frontières ouvertes et l'État de providence ». C'est l'habituel régal « Diviser pour régner », qui permet aux gouvernants de se gagner la faveur d'une partie de la population.

Un exemple éclairant nous est donné par la fameuse clôture entre les USA et le Mexique. Dans l'optique de contrer la crise migratoire (d'ailleurs provoquée par le biais du traité Taft-Alena NBP Transatlantic Free Trade, Accord de Libre-Echange Nord-américain, 1992), l'Amérique a fermé sa frontière avec le Mexique. Or, cela n'a pas pu freiner une population forcée de migrer sous le coup des politiques néo-libérales créées par l'impérialisme. Comme promis lors de sa campagne, Trump revient avec sa politique stérile de remplacer la clôture par un mur qui, une fois budgétisé, coûtera des milliards aux contribuables américains, et aura des conséquences sur le peu de protection sociale existant aux USA. On retrouve malheureusement ce même type de clôture aujourd'hui en Europe telles que celle de Melilla en Espagne et en Hongrie sous Viktor Orban.

Concernant l'efficacité de ces murs, on peut parler d'une réussite en trompe-l'œil. Certes, les défenseurs de cette politique se vantent de freiner l'immigration clandestine, alors qu'elle ne fait que déplacer les voies d'accès vers d'autres endroits beaucoup plus dangereux. Cette politique d'une « Europe forteresse » alimente indirectement les entreprises criminelles des passeurs et encouragent le trafic d'êtres humains...

Que peut-on faire pour s'opposer à cette politique d'Europe forteresse ?

L'éducation populaire reste clairement incontournable sur ce sujet. Mais elle doit se faire davantage de manière pro-active :

- reconquérir le terrain, aller à la rencontre des personnes pour expliquer les conséquences de ces frontières sur notre quotidien et notre démocratie ;
- expliquer aux citoyens, de manière pédagogique que les 35 milliards alloués à l'armée belge, pour l'achat des F-35 qui, dans une coalition des puissants, vont bombarder d'autres pays, sont une des causes de la migration contre laquelle l'Europe se barricade ;
- déconstruire et dénoncer ces pratiques présentées comme soi-disant « la seule alternative »,
- dénoncer les coûts exorbitants qu'elles engendrent, sur le plan matériel (barbelés, caméras de vision nocturne de la dernière génération, etc.) et humain (personnel policier, voire sociétés privées), jusqu'au Traité anti-démocratique avec la Turquie (deux fois trois milliards offerts au régime autocratique de Recep Tayyip Erdogan, Président de la Turquie).



Nouvelle approche de partenariat Nord-Sud

La complémentarité des deux continents fait que l'Afrique a besoin de l'Europe pour se développer et l'Europe a aussi besoin de l'Afrique pour continuer son développement. Cependant, il est nécessaire de sortir du cadre de référence, à savoir l'aide au développement, qui est d'une part humiliante, rabaissante, et qui d'autre part comporte le risque énorme d'entraîner le continent dans la dépendance installée. Par ailleurs, il est fondamental de redéfinir de nouvelles approches de coopération (partenariats, traités...) et de relation (échange équitable et mutuellement profitable à tous, collaboration, ouverture et respect), qui pourraient être une des solutions à la migration « clandestine », peut-être moins coûteuse au contribuable.

Voici un exemple pour illustrer cette théorie. Le Botswana, ancienne colonie anglaise, indépendant depuis 1966, était parmi le top cinq des pays les plus pauvres d'Afrique, malgré son palmarès de deuxième producteur mondial de diamant. Cette manne qui était exploitée par De Beers (multinationale anglaise), échappait aux autorités, à cause des traités coloniaux existants entre ces deux pays, et était exportée à l'état brut. A cette époque, les botswanais migraient beaucoup pour des raisons économiques.

Au cours des années 90, le pays a pris la décision courageuse de suspendre le contrat avec De Beers, afin de le renégocier dans le cadre d'un processus de nationalisation, concernant tant l'extraction que la transformation et le commerce des diamants. Dans ce cadre, a émergé un nouvel accord de partenariat, dans lequel une nouvelle dénomination a été attribuée à l'entreprise : la « Debswana ». L'entreprise et l'État, s'y engagent à moderniser les méthodes d'extraction, la construction des usines de transformation et des centres de négoce.

Cela a permis au pays de devenir un des leaders du négoce du diamant et a entraîné la délocalisation de nombreuses entreprises du secteur issus des quatre coins du monde vers le Botswana, notamment le géant britannique De Beers qui a délocalisé de Londres à Gaborone une partie importante de son négoce de pierres précieuses. Suite à cela, la valeur de la matière a subi une augmentation de 3 à 4 fois le prix à l'état brut. Par sa pugnacité, après plusieurs batailles, ce nouvel accord de partenariat économique (APE) entre les deux parties a généré des richesses et

beaucoup d'emplois directs et indirects. Le pays est actuellement l'un des pays les plus prospères d'Afrique, avec un véritable système de redistribution des richesses via la gratuité à tous des soins de santé primaires, un investissement important dans l'enseignement, les centres de formation, la création d'emploi et un soutien alloué aux associations pour faire un travail de terrain, car les autorités ont fait le choix politique de la logique émancipatrice. C'est l'aboutissement d'un travail politique qui favorise l'épanouissement des jeunes à la base.

Ces dix dernières années, plusieurs ONG, notamment le PNUD, mentionnent un changement de sens de la migration ; par ailleurs, Transparency International classe le pays au 26ième rang des pays les moins corrompus au monde (indice 2001).

Ce changement s'est opéré indépendamment de l'aide au développement de l'UE, mais bien sur le patriotisme, la détermination, l'éthique et le courage des femmes et hommes politiques du pays, de s'attaquer au lobbying des multinationales, que les traités de partenariat favorisent le plus souvent en termes de puissance, de pouvoir et d'influence. Cela n'a coûté aucun centime aux contribuables européens sur le plan sécuritaire, logistique, humain !



Conclusion

Monsieur Jean-Claude Juncker termine bientôt son mandat avec un palmarès épouvantable : sous sa présidence, des milliers de migrants sont morts noyés dans la mer Égée et la mer Méditerranée. Un sinistre bilan incarné par le chalutier dans lequel 800 personnes ont péri en 2015 entre la Libye et l'Europe, et dont l'épave sera bientôt exposée à Venise, à l'initiative d'association de défense des droits des migrants.

DEUX GÉNÉRATIONS D'ITALIEN.NE.S À BRUXELLES : « AUJOURD'HUI NOUS AVONS WHATSAPP, MAIS FONDAMENTALEMENT PEU DE CHOSES ONT CHANGÉ »



*Interview réalisée par Gilles Maufroy,
MOC Bruxelles*

Teresa Butera, directrice du CASI-UO, est née en Sicile de l'intérieur en 1957 et est arrivée en Belgique au milieu des années 1970. Son père était mineur dans une région plutôt agricole.

« Pour nous, la Belgique était connue par l'émigration des paysans sans terre, par le sucre, le chocolat et Adamo. A l'époque, quand la famille partait, on ne voyait plus la famille émigrée pendant des années. Ma grand-mère pleurait très fort à chaque départ tandis que mon oncle décrivait la Belgique comme un paradis. Mon frère est parti et comme à l'époque on considérait que les hommes ne savaient pas se débrouiller tout seuls, des femmes de la famille devaient l'accompagner. Moi j'étais la seule qui voulait continuer à étudier. Ma sœur devait y aller, pour servir de « femme de ménage ». Nous sommes arrivées en août pour un mariage et dès notre arrivée gare du Midi, j'ai eu une mauvaise impression : c'était noir et triste et ça ne correspondait pas du tout ce qu'on nous avait décrit. C'était sale, délabré, l'appartement était petit, la salle de bains était partagée avec d'autres familles, etc. Pire qu'en Italie.

Nous étions très contrôlées par la famille. Je suis restée par solidarité avec ma sœur. J'ai dû arrêter l'école, j'avais 18 ans. C'étaient les années les plus obscures de ma vie. Y avait du travail, à l'époque c'était facile de trouver et de changer de travail. Nous étions dans des maroquineries : ceintures en cuir, sacs, etc. C'était précaire : tout avait disparu une dizaine d'années plus tard. Il y avait beaucoup d'italien.ne.s à Cureghem. On a commencé à se rendre compte que nous les « étrangers », étions moins payées que les travailleur.se.s belgo-belges. J'avais un père communiste, donc je me suis inscrite au syndicat et on a dénoncé tout ça. Les turcs à l'époque n'avaient pas le courage de manifester parce que leur position était plus difficile. Donc les italien.ne.s se sont battu.e.s, ont gagné contre le patronat... puis on a été licencié.e.s.

Après deux, trois ans, voyant que le retour s'éloignait de plus en plus, je me suis dit « je ne resterai pas à l'usine, je vais reprendre des études ». Je voulais faire ça à distance. Je suis allée au consulat où on a cherché à me décourager. Et c'est comme ça que j'ai connu le CASI-UO. Je ne connaissais pas, parce que je ne pouvais pas beaucoup sortir, sauf en cachette, avec le contrôle familial. Après quatre ans en Belgique, on a exigé que nos parents nous rejoignent, pour retrouver de la liberté. Ça a tout changé. Mon autre sœur nous a rejoints. Elle est allée

à l'école de devoirs du CASI-UO, une des premières écoles de ce genre. J'ai rencontré Bruno Ducoli, fondateur du CASI, qui parlait un très bon italien. Cela faisait longtemps que je n'avais plus entendu ça. J'avais les complexes du Sud de l'Italie et lui nous mettait à l'aise. On était tou.te.s du Sud à l'époque, pas comme aujourd'hui où l'émigration touche aussi le Nord. Après j'ai découvert l'UO, l'université ouvrière. Et là, lui donnait des cours de formation politique. A l'époque, tous les problèmes étaient traités collectivement, on n'était pas tant dans les services individuels. Mon père aussi a créé son association, pour lui c'était un peu étrange évidemment que je sois au CASI, plutôt chrétien, alors que lui était communiste. Le football était mal vu parce que ça nous faisait perdre du temps pour étudier et s'informer. Idem pour les sorties en soirée, c'était vraiment à éviter. Nous nous voyions trois fois par semaine le soir après le travail, en plus du groupe de théâtre et de chant le week-end. Et donc, quatre ans après mon arrivée j'ai arrêté l'usine.

Je suis rentrée à l'assemblée du CASI, j'ai milité dans ce cadre, je me suis impliquée dans ses activités, etc. Et les fondateurs ont quitté la Belgique pour rentrer en Italie, en l'an 2000. A l'époque, l'université ouvrière était en veilleuse. Le collectif n'était plus à la mode, c'était difficile de mobiliser. On m'a proposé la direction du CASI et j'ai accepté. Le CASI a accompagné la communauté italienne d'Anderlecht sur presque 50 ans. »

Valeria Lucera, trentenaire et animatrice à Vie Féminine, vient également du Sud de l'Italie.

« Une région qui reste très pauvre et en fort décalage avec le Nord. Moi je suis de la génération Whatsapp, et venue avec un vol pas cher de Ryanair et non en train. Je suis une migrante économique. Notre génération a fait des études, en ce qui me concerne c'était un master à Palermo et Napoli. J'en avais assez des petits jobs au noir à 3€ de l'heure. Il faut savoir que le chômage des jeunes atteint 60% en Italie du Sud. Il n'y avait pas d'espoir de trouver quelque chose de digne. Un collectif de jeunes italien.ne.s a écrit l'ouvrage « Noi restiamo », « nous restons », pour défendre le fait de construire des solidarités et changer l'Italie en restant. On sortait aussi de la période avec Renzi et son « Jobs act », inspirateur des Lois travail en France et en Belgique notamment. Le marché du travail a été complètement dérégulé, les licenciements facilités, les CDI sont devenus l'exception. Les jobs hyper-précaires se sont multipliés.





Le mouvement social était cassé aussi, après de nombreuses défaites. La Sicile était désertifiée socialement.

Moi j'ai choisi Bruxelles, ville multiculturelle, siège des institutions européennes et de nombreuses ONG, parce que j'avais étudié les relations internationales. J'ai commencé comme fille au pair parce que je n'avais pas d'économies en arrivant. C'était à Steenokkerzeel, où il y a un centre fermé pour migrant.e.s, encore pire que la gare du Midi. C'était le mois d'août 2015, il faisait froid et il pleuvait. Je ne connaissais personne. J'ai fait le lien avec une italienne, Paola, qui était venue à Bruxelles aussi pour travailler.

J'ai rencontré Paola dans une grande manifestation, où il y avait entre autres les syndicats et d'autres mouvements. J'ai donc rencontré des camarades, avec Paola, Federico, Pietro, tou.te.s jeunes migrant.e.s économiques qui cherchaient un engagement militant local. Ça m'a aidé à faire communauté, à tisser des liens humains et politiques. J'ai commencé à travailler en noir dans des restaurants italiens pour vivre à Bruxelles. Je gagnais 8€ de l'heure mais ce n'était pas facile, j'avais l'impression de faire du sur-place. Je me suis tournée vers le secteur associatif, très subsidié en Belgique par rapport à l'Italie, ce qui m'a surpris. J'ai fait une formation au CBAI qui m'a permis de faire plusieurs stages, notamment à Vie Féminine où j'ai pu être embauchée. Ça a donné un sens à mon expérience en Belgique et puis je me suis construit un ancrage supplémentaire en fondant une famille. Tout cela était inimaginable pour moi il y a cinq ans. »

Valeria, Teresa, comment s'est concrétisé votre engagement à Bruxelles ?

Valeria : on s'est vu.e.s avec des italien.ne.s de Bruxelles, en se disant que nous voulions reprendre notre engagement, non seulement par rapport aux luttes d'ici, mais aussi par rapport à l'Italie. En 2015, un militant a été tué à la sortie d'un centre social par le groupe d'extrême-droite Casa Pound. Nous nous sommes rassemblé.e.s devant le consulat italien. Nous étions une cinquantaine de militant.e.s en exil et nous avons créé Antifascisti Bruxelles. Nous avons créé un groupe local de Potere al Popolo aussi à Bruxelles, il y a eu des groupes dans toute l'Europe et même à New York. En même temps il y avait la question de faire le lien avec les luttes en Belgique : luttes syndicales, Collecti.e.f 8 maars, mouvement climatique, etc. Ça a du sens de militer depuis notre position pour comprendre que nous faisons face à des attaques similaires au niveau européen. Il faut donc relier le local à d'autres niveaux de lutte. J'ai aussi été impressionnée par le mouvement de solidarité avec la Grèce. C'est important aussi de rapporter les luttes d'ailleurs, d'échanger sur les expériences de lutte.

Teresa : le CASI est un organisme d'éducation permanente, financé par des subsides publics belges. Le lien avec la terre d'origine s'est estompé avec les années. Le pays de référence pour nous c'est la Belgique. Nous sommes enracinés dans la structure belge aujourd'hui. L'Italie est plutôt vue comme la

cause du problème que comme la solution. Nous avons essayé de rassembler les italien.ne.s mais c'est impossible à cause de rivalités et jalousies. Du coup nous préférons travailler avec les associations locales. C'est la nouvelle migration économique des jeunes, y compris dans l'équipe du CASI, qui me fait reparler de l'Italie. Pour moi l'Italie n'a plus de sens et je ne comprends pas pourquoi il faudrait créer une section belge d'un parti italien. Avec le CASI nous voulons travailler la question de l'antiracisme pour empêcher les italien.ne.s de se retourner contre les nouvelles communautés qui immigrent ici. L'autre question bien sûr c'est le soutien à la nouvelle génération de jeunes migrant.e.s économiques venu.e.s d'Italie.

Valeria : en fait, on parle en Italie de « fuite des cerveaux », mais en réalité nous nous retrouvons à bosser pour rien. On parle beaucoup en Italie des migrant.e.s qui débarquent sur les côtes du Sud, mais c'est pour mieux oublier les migrant.e.s italien.ne.s vers l'Europe du Nord. Nous organiser nous permet de briser ce discours dominant. Idéalement nous devrions nous engager dans une organisation belge, mais notre temps est limité et éclaté. Une question qui m'anime c'est la question écologique, sur laquelle nous sommes assez en retard. Après, au niveau européen, la question féministe est fondamentale, ça fait bouger énormément la société. Enfin, la lutte antifasciste doit vraiment augmenter en intensité, on le sait avec Salvini en Italie par exemple.

Quel est votre point de vue d'italiennes sur la Belgique et son rapport au mouvement social ?

Teresa : moi je ne vois pas tellement de différences. Comme le CASI n'est pas lié à un parti en particulier. Nous faisons de la « Politique » avec un grand P. Dans le privé je fais ce que je veux mais sans afficher d'étiquette, nous voulons éviter toute récupération politique. Moi ce qui m'étonne c'est le nombre de communautés différentes dans un pays aussi petit que la Belgique. Comment réussir à donner des réponses à plusieurs réalités ? Ici j'ai découvert l'Etat de droit, mes droits, etc. Pour moi la Belgique est le pays de référence, plein de possibilités et de solutions qu'on peut exporter ailleurs...comme en Italie, par exemple. On dit que le Belge est froid, mais moi je le trouve très accueillant et ouvert, en tout cas à Bruxelles. Nous collaborons avec le MOC par exemple. En Italie c'est impossible, tu dois choisir un seul camp.

Valeria : ma plus grande surprise c'est le rôle contradictoire de la « société civile » et du secteur associatif subsidié, qui est à la fois une chance et un frein énorme au conflit social. Je suis frappée de voir des gens dire « je suis militant.e » en étant payés à travailler dans une association. En Italie l'Etat est absent sur ce terrain. Et en Sicile c'est même la mafia qui a un rôle important. Cela nous pousse à l'auto-organisation pour répondre à nos besoins par des activités sociales. Par exemple : des médecins volontaires dans des services de base qui ne sont pas payé.e.s. Le rapport à la politique et au conflit est beaucoup plus direct, là où en Belgique la concertation sociale ralentit ça. Donc d'un

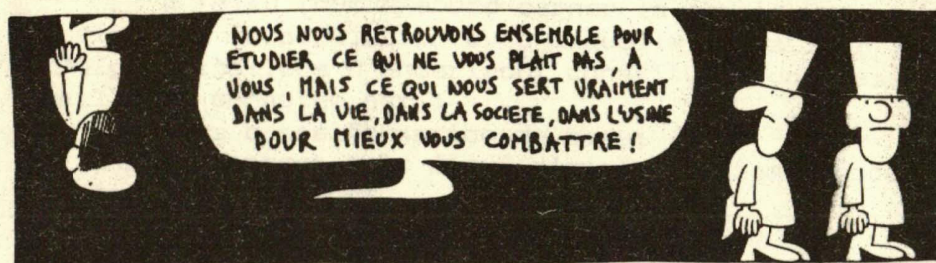
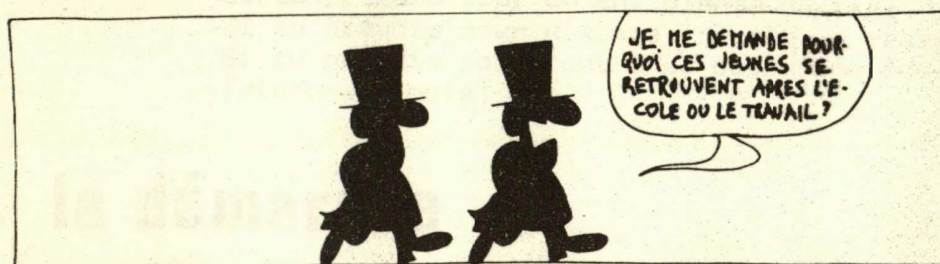


côté ça nous permet de parler à plus de gens via le secteur associatif ici, mais en même temps ça nous bloque dans nos luttes sociales. En Italie les manifestations de masse viennent d'en bas et sont beaucoup moins institutionnalisées, les structures n'englobent pas tout. En Italie il y a peu de contre-pouvoirs y compris syndicaux, ce qui pousse à l'auto-organisation directe. Ici c'est vite noyé dans mille liens institutionnels. Autre anecdote : la culture de discuter de manière consensuelle, avec des

post-its etc. en réunion. Mais en même temps, il y a eu plus de grèves de masse de 24h en Belgique qu'en Italie ces dernières années. Donc c'est une réalité complexe. Et reste une question : comment rassembler toutes ces questions à travers un outil politique, comme Potere al Popolo par exemple. Parce que les mouvements sociaux c'est essentiel, mais il faut quelque chose en plus pour gagner.

LA CULTURE , C'EST UNE ARME

une pratique d'école ouvrière en milieu immigré : le c.a.s.i.





L'EUROPE À BRUXELLES : EMPLOI, LOGEMENT ET ESPACE PUBLIC



Par Charlotte Casier,
Doctorante à l'IGEAT-ULB

Depuis 1958, Bruxelles accueille les institutions de l'Union européenne et de nombreuses firmes internationales gravitant autour de celles-ci. Comment cela traduit-il en termes d'emploi, de logement et d'espace public dans la ville ?

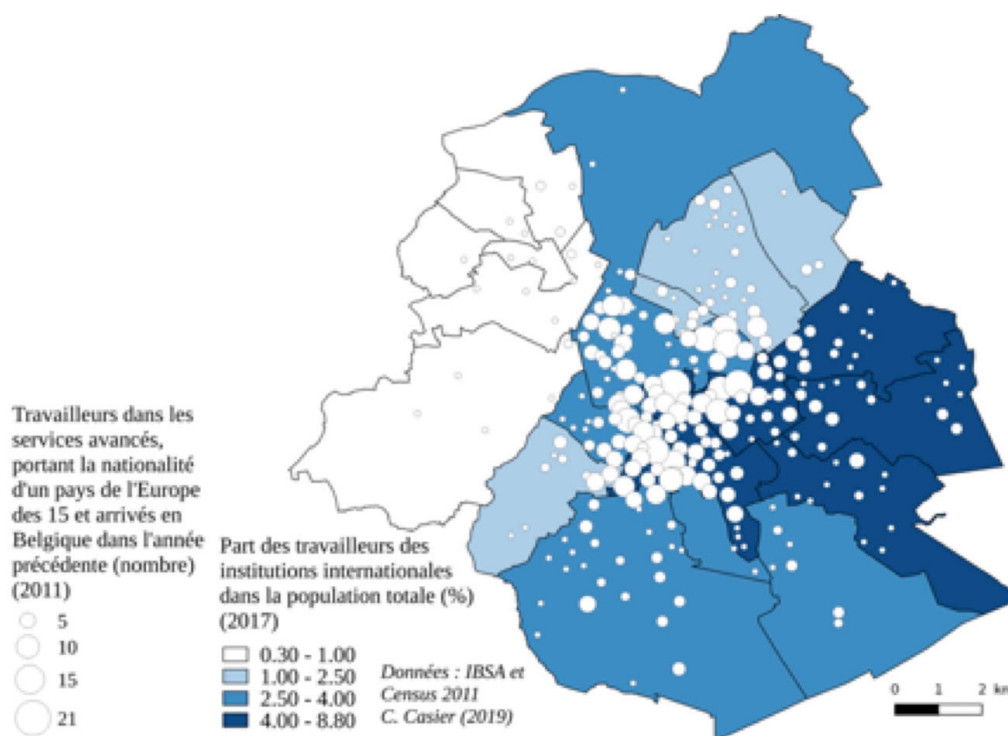
Des travailleurs qualifiés et bien rémunérés

En 2017, les institutions européennes employaient 37 000 personnes, représentant ainsi 6 % des salariés travaillant en Région de Bruxelles-Capitale (données IBSA). Parmi ceux-ci, on trouve des fonctionnaires, des employés temporaires, des salariés contractuels et des stagiaires, ou encore des députés européens et leurs assistants. Il faut y ajouter les travailleurs des autres institutions internationales et des firmes gravitant autour d'elles : consultants, journalistes, lobbyistes (au minimum 20 000 en 2013), etc. Ainsi, en 2013, le secteur international

total était estimé à 121 000 emplois à Bruxelles, dont 81 000 directs et 40 000 indirects. Ces emplois majoritairement hautement qualifiés représentaient 17 % de ceux de l'ensemble de la Région (contre 13,5 % en 2004) (Dotti, 2015). Les institutions européennes et le secteur international en général influencent donc significativement l'économie bruxelloise en créant un nombre important d'emplois très qualifiés¹. Une partie importante de ces travailleurs internationaux s'installe à Bruxelles pour de courtes périodes (de quelques mois à quelques années) et dispose de revenus importants. Ces caractéristiques impactent le marché du logement et l'espace public, en particulier dans les quartiers du Sud-Est où ils sont nombreux (1).

Une diminution du parc de logements abordables

Les revenus importants de ces étrangers présents à court terme en font une clientèle intéressante pour le secteur immobilier bruxellois. Dès lors, dans certains quartiers, leur présence



1. Les travailleurs du secteur international à Bruxelles

¹ Il ne faut toutefois pas négliger les emplois que ces structures créent également dans des secteurs moins qualifiés (nettoyage, surveillance, catering, etc.)

croissante stimule le marché immobilier local et permet un nouvel élan de production et de rénovation résidentielle. Dès lors, une partie du parc existant se mute en objet d'investissement, donnant naissance à un marché du haut de gamme (Romainville, 2015 ; Dessouroux, 2016). Les acteurs immobiliers y développent des produits qui sont spécialement destinés aux « Eurocrates », comme de la location meublée dont le rendement est important. Les courts séjours de ces étrangers accélèrent le turn-over locatif et permet aux propriétaires d'augmenter régulièrement les loyers.

Ces différents éléments participent à l'augmentation des prix de l'immobilier à Bruxelles, en particulier dans l'Est de la première couronne urbaine. Cette hausse y réduit le parc de logements abordables, déjà diminué par la mise en location meublée d'un nombre important d'unités résidentielles, tandis que la construction neuve est de façon importante accaparée par les produits destinés à ces étrangers. Toutefois, dans un marché du logement non-régulé, ces changements ne s'opèrent pas « comme par magie » mais parce qu'une multitude d'acteurs privés adaptent leurs pratiques afin de tirer profit de cette demande solvable.

Une élitisation des espaces publics

L'installation de travailleurs internationaux à Bruxelles transforme également les espaces publics de leurs quartiers de prédilection : l'anglais y est de plus en plus présent et les commerces et services s'y adaptent au mode de sortie de ces derniers. C'est le cas des places de Londres (2) ou du Luxembourg qui se remplissent en soirée d'« expats » en « afterwork » après leur travail au sein des institutions européennes mais aussi de Matongé, qui perd progressivement son caractère populaire en faveur du développement de restaurants et cafés branchés, destinés à cette clientèle au fort pouvoir d'achat. Les acteurs publics accompagnent ces évolutions en réaménageant et en réduisant l'accès aux usagers jugés indésirables. Ainsi, la chaussée d'Ixelles et les rues de Saint-Boniface (3) sont piétonnes depuis 2018 avec pour conséquence le report de circulation sur

la chaussée de Wavre, qui accueille des commerces africains et une clientèle populaire. Les autorités publiques y mènent également des politiques de répression : contrôles d'identité systématiques, installation d'un bureau de police et de caméras de surveillance. Ces transformations du tissu commercial ainsi que ces politiques d'« embellissement et de surveillance » rencontrent ainsi les intérêts des promoteurs dont les opérations immobilières profitent de cette nouvelle attractivité.



2. La place de Londres (4/5/2018, H. Périlleux)

En conclusion, les institutions européennes transforment Bruxelles par l'installation d'un nombre important de travailleurs internationaux très qualifiés et bien rémunérés. Dans le Sud-Est de la ville, ces derniers stimulent le développement de l'immobilier haut de gamme et la hausse des prix immobiliers mais aussi le réaménagement de l'espace public et l'ouverture de commerces branchés, réduisant le parc de logements abordables et évinçant les classes populaires des espaces publics. De cette façon, les inégalités spatiales bruxelloises sont renforcées par la présence de ces étrangers aisés et par les pratiques des acteurs économiques qui en tirent profit.

Références :

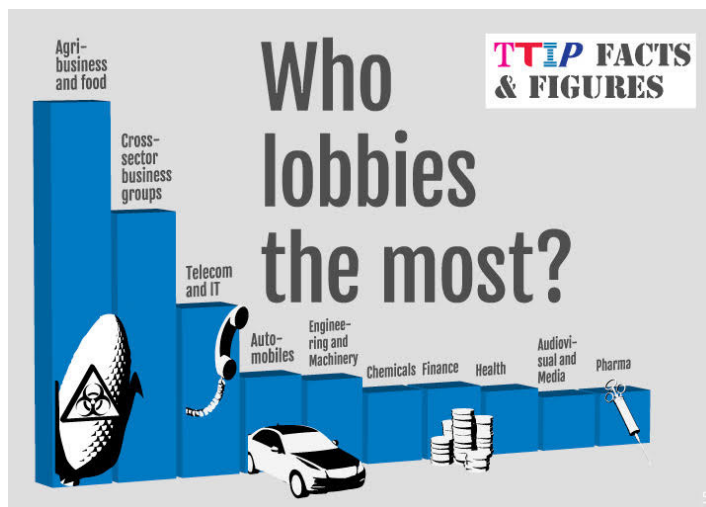
- Desière S., et al. L'emploi international : enfin présent dans les statistiques sur le marché du travail. Focus de l'IBSA, n°24, mai 2018.
- Dessouroux, C., et al. Le logement à Bruxelles : diagnostic et enjeux. Brussels Studies. 2016, note de synthèse, 99.
- Romainville, A. La production capitaliste de logements à Bruxelles. Thèse présentée en vue de l'obtention du titre de docteur en géographie. Université libre de Bruxelles, 2015.
- Dotti, N. Mise à jour de l'impact économique des institutions européennes et internationales en Région de Bruxelles-Capitale. 2015.



L'UNION EUROPÉENNE DES LOBBYS



Pascoe Sabido,
Corporate European Observatory



Dans le reste de l'Union Européenne (UE), Bruxelles a la réputation d'être une ville grise et bureaucratique. Mais ne vous inquiétez pas « les bruxellois.es », ce n'est pas de votre faute. Pour la majorité des gens qui y vivent et travaillent, Bruxelles est un endroit dynamique, enthousiasmant et rempli d'activité politique vibrante, mais si vous vous déplacez vers l'Est vous trouverez le spectre de verre et d'acier du quartier européen. Dominé par l'Union Européenne et ses trois institutions (Commission, Conseil et Parlement), le quartier européen abrite aussi un autre animal : les lobbyistes. Jusqu'à 30'000 d'entre eux, majoritairement des hommes blancs dans la quarantaine (ceux qui ont du pouvoir en tous les cas), se consacrent à influencer les lois et les réglementations de l'UE. Ce nombre s'explique par la quantité de lois nationales —la moitié— dont l'UE est aujourd'hui responsable. Ces institutions sont donc une cible attrayante pour ceux et celles qui veulent influencer les règles en leur faveur. Mais que veulent-ils et comment l'obtiennent-ils ?

Que veulent les lobbyistes de Bruxelles ?

A peu près 70% des lobbyistes représentent des intérêts commerciaux ou d'entreprises privées. Pour certains, cela signifie qu'ils travaillent directement pour une entreprise, comme BNP Paribas ou ENGIE (deux géants belges de la finance et de l'énergie). D'autres travaillent pour des fédérations commerciales, comme la fédération européenne des banques qui représente non seulement BNP Paribas — qui en est membre — mais aussi tout le secteur bancaire européen. Beaucoup travaillent aussi

pour des bureaux de consultation qui pourraient donc avoir ENGIE ou BNP Paribas comme client.

Les lobbyistes veulent ce qui est meilleur pour leurs clients, membres ou employeurs. Concrètement, 'le meilleur pour leurs clients' signifie se débarrasser de toutes les barrières qui les empêchent de faire plus d'argent. Ces barrières peuvent être des normes de protection de la santé ou de sécurité qui sont coûteuses pour les entreprises, devoir payer des salaires décents ou respecter les droits des travailleurs, des règles sur les pratiques risquées des banques, ou encore les limitations de émissions de carbone qui détruisent le climat. Malheureusement pour nous, ces 'barrières' représentent souvent des conquêtes sociales, économiques et environnementales, qui sont les fruits de longues luttes. Ces réglementations sont là pour protéger la population. Ce ne sont pas des barrières. Mais ça dépend évidemment de qui vous écoutez.

Les grandes entreprises dépensent d'importants budgets en lobbying pour essayer d'influencer les législateurs à leur être favorables. BNP Paribas emploie 14 lobbyistes et a dépensé jusqu'à 1 million d'euros par an en lobbying au cours des 5 dernières années¹. ENGIE de son côté emploie 12 lobbyistes et a dépensé 2 millions d'euros l'année dernière². En 2012, elle a dépensé le double. Pour les secteurs de la finance et des énergies fossiles (le gaz en particulier³), l'industrie dépense 30 fois plus que les syndicats, les ONG et la société civile réunis. En d'autres mots, pour chaque euro dépensé par des groupes représentant l'intérêt commun, l'industrie en dépense 30. Et le biais se situe aussi sur l'accès. Seuls 5% des consultations des haut dirigeants de la Commission Européenne se font avec des syndicats contre 70% avec des lobbyistes des entreprises⁴.

Comment l'obtiennent-ils ?

L'UE est le paradis des lobbyistes : un labyrinthe de procédures et d'individus technocratiques avec une multitude d'opportunités de les influencer. Tout commence avec la Commission Européenne, là où les lois européennes naissent : de nombreuses entreprises demandent et obtiennent des sièges dans les groupes d'experts qui soumettent des avis à la commission. Après la crise financière, un cadre supérieur de BNP a présidé un groupe très important. Le groupe a même pris son nom, le groupe De Larosière. Avec d'autres grandes banques comme Citi Group et Goldman Sachs, ce groupe devait réformer les réglementations du secteur bancaire pour réagir à la crise financière. Malheureusement aucune de ces banques n'était vraiment intéressée

¹ <https://lobbyfacts.eu/representative/25b6ac3438ce4b30ba6ad8871e700b66/bnp-paribas>

² <https://lobbyfacts.eu/representative/27a5f2bfa6824f5ebc9ce093d07cf85d/engie>

³ <https://corporateeurope.org/fr/climate-and-energy/2017/10/l-europe-enlis-dans-le-gaz>

⁴ <https://www.integritywatch.eu/>



par des solutions de fond qui pourraient affecter leurs profits. Leurs avis étaient défavorables à de quelconques changements structurels, tels scinder les grandes banques par exemple, et le secteur bancaire est aujourd'hui toujours dangereusement dérégulé.

Ensuite, lorsque les lois proposées par la Commission arrivent au Parlement européen, il existe à nouveau de multiples façons de les influencer. La plus simple est de proposer des amendements à des parlementaires complaisants envers les/votre entreprise. L'euro-parlementaire MR Louis Michel (père de l'actuel premier ministre Charles Michel et ancien ministre belge), a par exemple copié-collé des centaines d'amendements de l'industrie. Lorsque des journalistes d'investigation l'ont pris la main dans le sac, il a remis la faute sur son pauvre assistant⁵ qui a finalement été contraint de démissionner. Si les amendements ne fonctionnent pas, pourquoi ne pas simplement engager directement un.e parlementaire? L'ancien premier ministre belge, le libéral Guy Verhofstadt, cumule dix emplois secondaires⁶ avec sa fonction de député européen, y compris directeur du holding d'investissement Sofina. Au total, il a gagné presque 1,5 millions d'euros pendant cette législature.

Finalement, le lobbying de gouvernements nationaux est aussi une façon extrêmement efficace d'influencer Bruxelles. Le conseil européen, composé des dirigeant.e.s des 28 États membres, est l'institution la plus puissante de l'UE. Elle est souvent très efficace dans son rôle de porte-parole des intérêts des entreprises⁷. Il est par exemple de notoriété publique qu'Angela Merkel protège particulièrement bien l'industrie automobile Allemande⁸, alors que le gouvernement anglais a particulièrement à cœur de défendre les intérêts du secteur financier de la City de Londres.

Est-ce normal qu'ils soient là ?

Les décideurs européens (et eux-mêmes) voient les lobbyistes du monde de l'entreprise comme une composante légitime de la démocratie mais ils ont un pouvoir d'influence disproportionné sur les lois et les réglementations européennes. Depuis les années 1990, les intérêts de l'industrie européenne ont été confondus avec les intérêts des peuples européens, ce qui signifie que les profits des entreprises ont été mis au-dessus des intérêts des travailleurs.

euse.s, des femmes, de l'environnement et de tant d'autre parties de la société.

Comment justifier que l'industrie des énergies fossiles conçoit nos politiques énergétiques et climatiques⁹ alors que son business model est basé sur la destruction du climat ? Pourquoi l'industrie automobile devrait-elle écrire des réglementations alors qu'elle a systématiquement cherché à saper les normes de propreté de l'air et de sécurité¹⁰ en faveur de ses profits ? BNP continue de bloquer avec succès des réglementations financières plus strictes grâce à sa puissance de lobbying et à l'attitude bienveillante à son égard des décideurs européens. Comment de tels conflits d'intérêts peuvent se poursuivre si longtemps sans la moindre réaction ? Le Corporate European Observatory (CEO) essaye de changer tout ça. En collaboration avec des alliés, nous avons presque réussi à faire retirer les badges de lobbyings d'Exxon Mobil¹¹ et nous sommes engagés dans une campagne qui demande aux candidat.e.s aux élections européennes de s'opposer au secteur financier et de le priver de son accès privilégié aux institutions européennes. Il est temps de mettre les gens avant le profit et de virer les lobbyistes.



⁵ <https://corporateeurope.org/en/lobbycracy/2013/11/belgian-mep-lobby-amendments-scandal>

⁶ <https://www.politico.eu/article/brussels-salary-money-side-jobs-eu-legislators-rake-in-millions-in-outside-earnings/>

⁷ <https://corporateeurope.org/en/2019/02/captured-states-when-eu-governments-are-channel-corporate-interests-0>

⁸ <https://corporateeurope.org/en/2019/02/captured-states>

⁹ <https://corporateeurope.org/fr/climate-and-energy/2017/10/l-europe-enlis-dans-le-gaz>

¹⁰ <https://corporateeurope.org/en/power-lobbies/2017/02/driving-disaster>

¹¹ <https://corporateeurope.org/en/2019/03/climate-arson>



UN NEW DEAL POUR UNE EUROPE SOCIALE ET ÉQUITABLE



Karin Debroey,
CSC Service des Relations Internationales et européennes

Les observateurs considèrent les élections européennes du 26 mai 2019 comme les plus importantes depuis les premières élections directes du Parlement Européen en 1979, certains parlent même 'des élections de la dernière chance'. On craint toutefois un taux de participation historiquement faible, alors que les partis extrêmes obtiendront des résultats inégaux. Guy Verhofstadt, Donald Tusk, Jean Claude Juncker et Emmanuel Macron lancent dans les journaux des appels solennels aux citoyens.

Mais comment les travailleurs peuvent-ils donc être convaincus de la plus-value et de l'utilité de l'Europe et de l'Union Européenne ? Comment la confiance en Europe et la crédibilité de

ou droits sociaux des citoyens européens, groupés autour de 3 thèmes : l'égalité de chances et l'accès au marché du travail, les conditions de travail équitables, et la protection et l'insertion sociales. Bien qu'elle ne soit pas un instrument normatif et contraignant, elle a été favorablement accueillie par les travailleurs parce que ce document politique d'orientation offre bien des perspectives pour la Commission Européenne actuelle et surtout la prochaine, en vue de la concrétisation d'une véritable Europe sociale, dans laquelle les droits sociaux priment. L'objectif prioritaire pour la prochaine commission est pour nous l'intégration d'un protocole de progrès social



l'Europe peuvent-elles être rétablies ?

Pour nous, syndicalistes, la réponse est sans équivoque : les travailleurs attendent que l'Europe et l'UE leur offrent la protection. Une protection de nos jobs, de nos salaires et revenus et une protection sociale. Le Triple A pour une Europe sociale que le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker nous a promis doit pour nous se traduire dans un Triple R : Rights (Droits en français), règles et résultats pour une Europe sociale.

La protection sociale et un travail décent avec un salaire décent sont des droits qui nous sont garantis par les conventions internationales de l'Organisation Internationale du Travail ainsi que par le droit européen, ancré dans le Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne.

La proclamation du Socle Européen des Droits Sociaux par la Commission Juncker de 2017, est un ensemble de 20 principes

dans les traités européens afin de consacrer la primauté des droits sociaux et des droits fondamentaux sur les libertés économiques. Mais il faudra également continuer les efforts déjà entamés dès 2017 pour des initiatives législatives permettant de concrétiser le socle des droits sociaux dans des règles ou lois contraignantes. Cela passera par l'appréciation et bilan du travail décent et la protection sociale dans les états membres de l'UE et dès lors l'identification des repères et des normes pour leur convergence vers le haut.

Pour les travailleurs, la priorité est à une norme sous forme de directive sur les régimes de revenu minimum pour combattre la pauvreté et sur le salaire minimum, afin d'asseoir un socle minimum salarial européen pour une formation salariale plus équitable à travers l'Europe. Une norme d'importance égale, sous



collectives et du dialogue social, sera la meilleure garantie dans la durée d'une convergence des salaires et de la sécurité sociale (comme salaire collectif postposé) entre l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est, et donc la meilleure arme contre le dumping social. La couverture des travailleurs par des conventions collectives dans certaines parties de l'Europe et notamment en Europe de l'Est est devenue très basse, à peine 25% ou moins, constituant ainsi un facteur primordial des bas salaires et de la faible sécurité sociale en Europe de l'Est...

Ce sont souvent les pays les plus riches de l'UE qui s'opposent à des normes contraignantes en matière sociale, étant donné qu'ils craignent une convergence vers le bas et pas vers le haut... Mais comme les modèles sociaux dans les états membres en Europe de l'Ouest se détricotent de plus en plus — et ceci même dans les pays nordiques —, les normes européennes peuvent de plus en plus offrir des bénéfices aux citoyens dans ces pays. Prenons le cas de la Belgique. La directive sur l'équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée, qui vient d'être votée au Parlement européen, signifie que les travailleurs intérimaires belges pourront accéder à un congé parental... Par la directive « déclaration écrite » qui vient également d'être adoptée, les travailleurs à temps partiel avec un horaire variable auront désormais droit à une compensation lorsque l'employeur retire tardivement un horaire planifié.

Il nous faudra également des résultats et objectifs sociaux plus concrets, plus mesurables et surtout plus contraignants sur le plan européen. Les indicateurs sociaux sous l'angle des 17 objectifs du développement durable doivent être intégrés dans le Semestre européen et doivent avoir le même poids en termes de contrainte et de sanction possible sur les états membres, que les indicateurs économiques et financiers. Nous avons besoin d'objectifs et de résultats sociaux ambitieux mais atteignables et réalistes, avec la volonté politique nécessaire. Réduisons de moitié la pauvreté en UE d'ici 2030. Mais prôtons des objectifs

intermédiaires pour 2023, parce que rien n'est plus facile pour les politiciens que de passer la facture au gouvernement suivant... Pour atteindre des résultats sociaux, il faudra des ressources financières adéquates. Ceci requerra une gouvernance économique, une politique budgétaire et une politique fiscale européennes qui donneront aux états membres l'espace pour investir dans l'emploi durable et la croissance durable.

L'UE a été pendant bientôt 70 ans la base de paix et de développement économique en Europe et dès lors un projet social bénéfique pour les travailleurs. Pendant longtemps, l'harmonisation de nos politiques sociales était considérée comme n'étant pas utile, ni nécessaire, ni faisable ni même souhaitable. On supposait que la croissance économique générée par le marché unique serait traduite en bien-être social par les modèles fondés sur la concertation sociale et la sécurité sociale dans les états membres. Mais depuis les années 1980 et 1990, la donne a changé. Avec l'extension, l'UE est devenue plus large et plus hétérogène. Nous sommes dès lors dans l'ère de la globalisation avec l'émergence des problèmes ou défis globaux, non gérables au plan national, comme le changement climatique et la migration. Et surtout nous sommes maintenant dans l'Union Européenne Monétaire, qui rend impossible pour les états membres de redresser les déséquilibres économiques par une dévaluation monétaire. L'UME réduit les moyens d'action des états membres à des dévaluations internes, comprenons : des réductions des dépenses publiques, et donc des dépenses sociales. C'est pourquoi nous avons besoin des politiques / des systèmes / des normes / des résultats et objectifs et des règles sociales.

Des droits sociaux, des résultats sociaux, des règles sociales. Pour la protection des travailleurs. Un New deal pour une Europe équitable et sociale.



ROMPRE AVEC L'UNION EUROPÉENNE POUR REFONDER UNE EUROPE DÉMOCRATIQUE, INTERNATIONALISTE ET SOLIDAIRE

Benjamin Bürbaumer,
Alexis Cukier, Marlène Rosato

L'Union européenne (UE) n'unit pas les peuples européens mais les divise. Les conditions de vie des classes populaires en Europe se dégradent, et les institutions européennes en sont directement responsables. En effet, les lignes directrices des politiques mises en œuvre par tous les gouvernements – qui démantèlent les services publics et les droits sociaux, répriment les migrants, favorisent les multinationales au détriment des besoins populaires – sont organisées au niveau des instances européennes. Conformément aux traités européens, ces institutions ne visent pas seulement à donner une part toujours plus grande de la richesse produite aux dominants de chaque État, mais elle organise aussi la concurrence entre les peuples. Les économies du centre de l'UE s'enrichissent au détriment de celles des périphéries de l'est et du sud¹. Ces politiques inégalitaires conduisent à un rejet populaire toujours plus important de l'UE, particulièrement dans les périphéries.

Que faire face à ces institutions européennes néolibérales, xénophobes et anti-démocratiques²? La première nécessité est de mettre en lumière toutes les conséquences des politiques européennes sur la vie des classes travailleuses. Mais il faut aussi élaborer des propositions et des stratégies nouvelles, démocratiques et réalistes. Or malheureusement, la confusion règne au sujet des moyens qui permettraient de transformer la critique de l'UE en une politique alternative, au service des classes populaires et de la solidarité entre les peuples. Les uns proposent une réforme des institutions européennes au moyen d'une victoire électorale à l'échelle européenne. Mais c'est impossible : le Parlement européen, seule institution élue au suffrage universel, n'a pas la prérogative de proposer de nouvelles directives (c'est le monopole de la Commission) tandis que la procédure de réforme des traités exige l'unanimité des États membres. Les autres privilégient la stratégie d'un changement à travers un mouvement social européen. Mais cette option apparaît largement insuffisante étant donné les dynamiques du développement inégal et combiné qui opèrent en Europe. Loin de produire une homogénéisation des économies, le développement du capital à l'échelle européenne implique au contraire une différenciation, spécialisation et polarisation des territoires et des rythmes temporels des économies et des



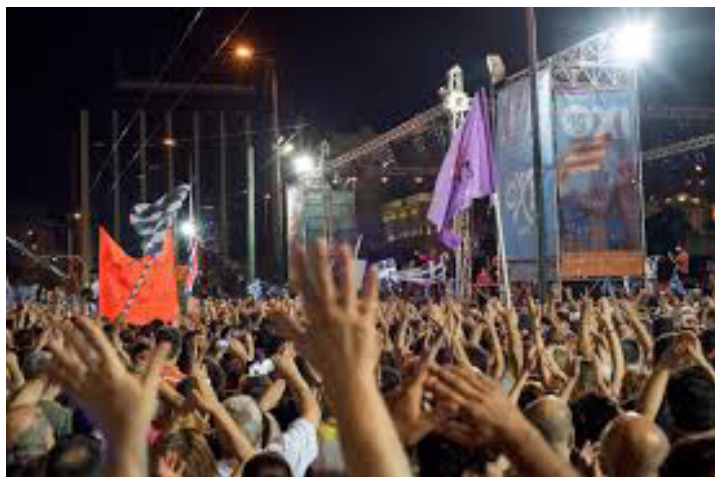
luttons. Ainsi, l'organisation d'un mouvement social à l'échelle européenne s'en trouve compliquée. Le décalage temporel entre les manifestations contre les réformes du code du travail dans les différents États-membres en est l'exemple le plus récent. Mais d'autres caractéristiques d'ordre plus sociologique empêchent la constitution d'un mouvement social européen, comme la barrière de la langue, la technicité des négociations européennes, le temps d'organisation, qui contribuent en fait à exclure les classes travailleuses de ces mouvements. Enfin, d'autres encore proposent qu'un gouvernement s'en tienne à désobéir aux traités sans rompre avec les institutions européennes ou laissent entendre qu'un État pourrait imposer ses vues progressistes aux autres dans le cadre d'un rapport de forces au sein des institutions européennes existantes. Mais ces propositions sont insuffisantes et irréalistes : la désobéissance et la confrontation sont indispensables, mais elles conduisent nécessairement à la rupture avec des institutions européennes indissociables des classes bourgeoises nationales et internationales.

Au plus tard depuis la capitulation du gouvernement grec en 2015, nous savons que les institutions européennes sont prêtes à utiliser tous les outils économiques et politiques dont elles disposent pour neutraliser une tentative de transformation sociale, écologiste et internationaliste en Europe. La rupture avec l'UE (et en premier lieu avec ce qui en constitue le cœur, l'UEM) est donc un moment inévitable d'une politique de gauche

¹ Voir notre introduction ainsi que Joachim Becker, « Développement inégal et mobilisation inégale au sein de l'UE » ; Costas Lapavistas, « L'Union économique et monétaire : un centre et deux périphéries » ; Ana Podvršic : « L'élargissement à l'est : les succès du capital et les polarisations sociales » ; in Benjamin Bürbaumer, Alexis Cukier, Marlène Rosato (dir.), Europe, alternatives démocratiques. Analyses et propositions de gauche, La Dispute, 2019.

² Voir la postface « Que faire en Europe ? Propositions de gauche », ibid.





visant la satisfaction des droits fondamentaux des individus³, mais elle doit être étroitement associée à la construction d'une fédération solidaire entre les États européens, au service des intérêts populaires⁴. En effet, la rupture conduit à la nécessité de requalifier le projet du fédéralisme du point de vue de l'internationalisme des classes populaires. À la suite de Friedrich Hayek⁵, des représentants de la théorie des choix publics comme Barry Weingast et James Buchanan ont conçu le fédéralisme néolibéral comme un « fédéralisme préservant le marché » qui doit mettre en place des mécanismes de verrouillage protégeant les droits de propriété et assurant la libre circulation des marchandises et des capitaux⁶. À l'encontre de ce fédéralisme de marché tel qu'incarné par l'UE, nous défendons un projet de fédération populaire et solidaire, qui se caractérise par l'augmentation des droits sociaux et une réelle politique écologiste partout en Europe, mais également par le respect des spécificités culturelles et des choix démocratiques des différents pays européens⁷.

Néanmoins il serait illusoire, bien entendu, de penser qu'une telle fédération populaire et solidaire pourrait être mise en place du jour au lendemain. Il s'agit donc d'envisager les étapes pouvant y mener. Après la rupture avec l'UE par un gouvernement populaire, une première phase pourrait consister à réaliser une nouvelle

intégration sélective fondée sur des priorités de redistribution des richesses et de subordination européenne des flux de capitaux à l'impératif de l'augmentation du niveau de vie du plus grand nombre. L'objectif doit être double : réduire les inégalités au sein de chaque pays européen et réduire les inégalités entre les pays européens. Différents traités entre des gouvernements partageant cet objectif peuvent être envisagés. Ce serait le début d'une intégration solidaire des peuples d'Europe. Cette première étape serait susceptible de rétablir la confiance entre les peuples européens, ce qui constitue la condition nécessaire à la poursuite d'un projet européen solidaire et démocratique, qui dans un deuxième temps peut passer par la mise en place de structures permanentes communes. C'est dans le cadre de cette optique stratégique, consistant à prendre véritablement au sérieux la proposition de « rompre pour refonder l'Europe », qu'il sera possible d'œuvrer concrètement pour une Europe démocratique, internationaliste et solidaire.

Benjamin Bürbaumer, Alexis Cukier et Marlène Rosato sont chercheur-e-s, respectivement en économie, philosophie et sciences politiques, membres de l'European Research Network on Social and Economic Policy (ERensep) et auteur-e-s de l'ouvrage collectif Europe, alternatives démocratiques. Analyses et propositions de gauche, La Dispute, 2019.

³ Voir Patrick. Saurin, « La dette publique en France. Comprendre, désobéir, proposer » ; Pablo. Cotarelo et Sergi. Cutillas, « Le plein emploi comme pivot de la politique économique en Espagne » ; Heiner. Flassbeck et Costas. Lapavitsas, « Un programme de sauvetage social et national pour la Grèce », in ibid.

⁴ Voir Eric Toussaint, « Relever les défis de la gauche dans la zone euro » ; Josep Maria Antentas « La crise de l'UE et les défis de l'internationalisme des 99% » ; Benjamin Bürbaumer, « Autodétermination et nationalisme » ; in ibid. Voir également Costas Lapavitsas, The Left Case against the EU, Polity Press, Londres, 2018.

⁵ Voir Cédric Durand, « Introduction : qu'est-ce que l'Europe ? », in Cédric Durand (sous la direction de), En finir avec l'Europe, Paris, La Fabrique, 2013, p. 20 sq.

⁶ Adam Harmes, « The rise of neoliberal nationalism », Review of International Political Economy, vol. 19, n° 1, 2012, p. 68.

⁷ Voir le Manifeste pour un nouvel internationalisme des peuples en Europe de ReCommonsEurope, URL : <http://www.cadtm.org/Manifeste-pour-un-nouvel-internationalisme-des-peuples-en-Europe>.



UN ULTIME HOMMAGE À UNE VIE AU SERVICE DU MOUVEMENT OUVRIER.



Luc Roussel nous a quittés dimanche 2 juin à 9h du matin, après des mois de lutte contre la maladie.

Engagé tôt au sein de l'Equipe populaire de Schaerbeek, puis ordonné prêtre, Luc Roussel a exercé toute sa vie sacerdotale en région bruxelloise. De 1981 à 1995, il fut chargé de la pastorale ouvrière à Schaerbeek et à Saint-Josse. De 1995 à 2007, il fut curé de la paroisse Saint-Antoine de Padoue à Etterbeek. Il a ensuite été nommé doyen de Bruxelles nord-est, soit sur le territoire de Schaerbeek, Saint-Josse, Etterbeek, Woluwe-Saint-Pierre, Woluwe-Saint-Lambert, Evere et Haren.

Historien de formation et attaché à la défense des travailleur.euse.s et des citoyen.ne.s fragilisé.e.s de notre société, Luc Roussel fut actif au sein du Mouvement Ouvrier Chrétien (MOC) de nombreuses années. Il fut aumônier de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC - devenue les Jeunes Organisé.e.s et Combatifs/ves), aux niveaux local, régional et national, du MOC de Bruxelles, de la CSC de Bruxelles-Hal-Vilvorde et des Mutualités Saint-Michel.

Il a également travaillé comme correspondant local pour Schaerbeek et comme chroniqueur religieux pour La Cité jusqu'à la fin de sa parution. Il présidait le Centre d'Animation et de Recherche en Histoire Ouvrière et Populaire (CARHOP).

Luc Roussel avait été nommé au début de l'année membre du Bureau national de la CSC.

Les funérailles de Luc ont été célébrées samedi 8 juin à 10 h 30 en l'église Notre Dame de Laeken, à proximité de la tombe de Joseph Cardijn. La présence de nombreux.ses militant.e.s du mouvement et les témoignages d'affection ont mis en lumière une vie d'engagement au MOC et à Bruxelles, une vie consacrée à la défense des travailleur.euse.s et des milieux populaires. Pour tous ces engagements et aux nom de tou.te.s ceux et celles que Luc a touché.e.s, accompagné.e.s et soutenu.e.s dans des luttes solidaires, le MOC Bruxelles veut lui témoigner cet ultime hommage.

Repose en paix.

Pour s'abonner
au Chou de Bruxelles,
versez
10 euros sur le compte
BE74 7995 5015 5407
avec la mention
« abonnement au Chou ».

Éditeur responsable :
Thomas Englert
rue Pléтинckx, 19 - 1000 Bruxelles
Impression : CF2m ASBL
avenue du Parc, 87-89
1060 Bruxelles
tél : 02/538 01 92
fax : 02/534 38 89
Design : Pixel & CO



Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Commission Communautaire Française de la Région de Bruxelles Capitale

culture.be